

Document stratégique de la façade Nord Atlantique – Manche Ouest (DSF NAMO) Dire de l'État sur les enjeux et la vision à 2030 Version validée le 20/10/2017

Dans le cadre de l'élaboration du premier volet du document stratégique de la façade nord Atlantique Manche ouest (DSF NAMO), intitulé « situation de l'existant », la présente note a trois objectifs :

1. Rappeler succinctement les éléments majeurs de l'état des lieux de la façade NAMO,
2. Identifier les enjeux sectoriels et intégrateurs pour la façade NAMO au regard des finalités du DSF et des caractéristiques du territoire,
3. Proposer le texte d'une vision souhaitée pour la façade d'ici à 2030. Ce texte est destiné à préparer le travail sur la définition des orientations stratégiques (volet 2 du DSF).

Cette note est structurée à partir des travaux de l'équipe-projet¹, mise en place par la commission administrative de façade NAMO en 2014. Elle s'appuie également sur les contributions du secrétariat technique du Plan d'action pour le milieu marin (ST PAMM) et des acteurs de la façade (conseil maritime de façade NAMO, conférence régionale de la mer et du littoral de Bretagne, assemblée régionale de la mer et du littoral des Pays de la Loire) et sur les contributions de l'État pour élaboration des schémas régionaux de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) et des stratégies régionales et départementales « mer et littoral ». Elle reprend la structure des livrables attendus et décrits dans le guide méthodologique DSF diffusé par la délégation à la mer et au littoral en mai 2017. Elle s'accompagne d'un atlas et d'analyses annexés en pièce jointe (annexe).

Enrichie par l'ensemble des services de l'État et des établissements publics pendant le séminaire organisé le 29 septembre 2017 et par l'équipe-projet, réunie le 6 octobre, la note a été validée par la commission administrative de façade du 20 octobre 2017.

Elle constitue le dire de l'État, support aux échanges avec les acteurs de la façade de novembre à février 2018. Organisés avec l'appui des deux conseils régionaux, ces ateliers ont vocation à présenter, débattre et enrichir le premier volet du DSF NAMO tout en nourrissant les stratégies régionales. La note est également mise à la disposition des acteurs mobilisés pour l'élaboration du défi littoral et maritime de la Loire-Atlantique à l'horizon 2040.

| | |
|------------------|--|
| V1 du 04/09/2017 | 1er projet rédigé par la DIRM NAMO |
| V2 du 07/09/2017 | Intégration des remarques formulées par l'équipe-projet DSF NAMO le 7 septembre 2017. |
| V3 du 15/09/2017 | Intégration des remarques du ST PAMM du 8 septembre 2017, de la DDTM 29, de la DREAL Bretagne (SNP) et les éléments de langage des préfets coordonnateurs en vue de l'entretien avec le ministre de la transition écologique et solidaire, d'une proposition d'identification des espaces cumulant des enjeux sectoriels et d'une proposition d'atlas. |
| V4 du 25/09/2017 | Intégration des remarques de la DDTM de Vendée, de la DREAL Pays de la Loire et de Bretagne et du SGAR Pays de la Loire. |
| V5 du 02/10/2017 | Intégration des apports du séminaire du 29 septembre 2017 |
| V6 du 06/10/2017 | Intégration des remarques de l'équipe-projet. |
| V7 du 10/10/2017 | Intégration des remarques de la préfecture maritime de l'Atlantique, du SGAR Bretagne, Pays de la Loire et du DIRM NAMO. |
| V8 du 20/10/2017 | Intégration des remarques de la commission administrative de façade |

1 qui a valorisé et complété les ressources bibliographiques existantes, notamment les assises de la mer et du littoral du printemps 2013.

1) RAPPEL SUCCINCT DE L'ÉTAT DES LIEUX DE LA FAÇADE NAMO

Le plan proposé est conforme à la structure détaillée dans le guide méthodologique DSF, volume 2 et le constat s'appuie sur la synthèse soumise à la consultation du public et des instances d'octobre 2016 à janvier 2017 (consultable sur le [site de la DIRM NAMO](#)). Cet état des lieux sera actualisé au printemps 2018 de manière à intégrer les remarques formulées par les acteurs et le public et l'analyse économique et sociale en cours de réalisation dans le cadre du cycle 2 des PAMM.

La façade se caractérise par :

- Une forte attractivité démographique (touristes et retraités) des territoires littoraux, (tourisme et loisirs) qui génère de nombreuses pressions (artificialisation des sols, eutrophisation, consommation d'eau) sur les équilibres naturels, terrestres et maritimes ;
- Des activités en transition (pêche et aquaculture professionnelles) et en compétition avec des filières émergentes (énergies marines renouvelables) pour l'accès à l'espace et aux ressources maritimes et littorales ;
- Des écosystèmes et des paysages marins et littoraux, riches, variés et fragilisés, marqueurs d'identités locales affirmées, attractifs pour les touristes et les entreprises ;
- Des risques naturels prégnants mais inégalement répartis sur le littoral et des risques industriels concentrés dans les zones portuaires ;
- La présence d'une voie maritime majeure à la pointe de la Bretagne sur la route des grands ports maritimes de l'Europe du Nord qui concentre une densité du trafic avec des hydrocarbures ou divers produits chimiques dans des conditions météorologiques souvent difficiles en saison hivernale ;
- Une connaissance du milieu marin et des interactions exercées par les activités humaines s'y déployant mais une recherche, une innovation et un réseau de formation structurés et actifs (présence de pôles de recherche et de compétitivité à caractère mondial) ;
- Une forte implication des acteurs de la mer et du littoral pour une planification et une gestion intégrée, portée par différentes instances dont la conférence et l'assemblée régionales pour la mer et le littoral de Bretagne et des Pays de la Loire ;
- Des interactions entre activités et avec le milieu marin particulièrement concentrées sur la bande côtière.

2) LES ENJEUX DE LA FAÇADE NAMO

2. 1 L'APPROCHE SECTORIELLE

Les enjeux, présentés ci-dessous, sont issus d'un travail collectif et itératif mené à partir d'études, d'expertise et de stratégies sectorielles et/ou territoriales et sur la base d'échanges avec les acteurs de la façade (CAF, CMF) et du public consultés en 2016.

Seuls les principaux enjeux pour la thématique, sont succinctement présentés et « territorialisés » ci-après.

2.1.1 Les activités et les usages maritimes

2.1.1.1 Les enjeux communs et transversaux aux activités et aux usages maritimes

Des enjeux communs et transversaux et des enjeux propres à chaque activité se distinguent. Ils sont détaillés ci-après par ordre d'importance pour la façade. Ces enjeux seront complétés par les acteurs des filières à l'occasion des ateliers menés dans les deux régions, de novembre 2017 à janvier 2018.

Les enjeux communs et transversaux sont :

- La qualité des eaux continentales, de transition, côtières et territoriales, ainsi que la disponibilité de l'eau douce comme conditions nécessaires pour certaines activités (pêches professionnelles et de loisir, aquaculture, bio-ressources, tourisme, plaisance, agriculture littorale).
- Le bon état du milieu marin et de ses ressources vivantes comme condition nécessaire pour le développement de certaines activités (pêches professionnelle et de loisir, aquaculture, bio-ressources, tourisme, plaisance,...).
- L'attractivité des paysages, fondateurs de l'identité et de la façade et supports d'usages et/ou d'activités (tourisme, plaisance, pêche de loisir, urbanisation, biens culturels maritimes).
- Les capacités d'accueil et d'accès aux espaces maritimes (ZEE nationale et frontalière) et littoraux (foncier littoral notamment portuaire, domaine public maritime, artificialisation des espaces rétro-littoraux).
- l'acceptabilité sociétale des nouveaux projets et acteurs, en particulier sur les activités impliquant l'attribution d'un espace dédié (EMR, aquaculture, extraction, création/extension de ports, manifestations terrestres et nautiques).
- La sécurisation juridique des projets et/ou expérimentations en mer et sur le littoral (EMR, aquaculture, biotechnologies, ...).
- La connaissance du milieu marin et des impacts des activités sur le milieu marin.
- La durabilité des ressources exploitées, vivantes ou non (pêches professionnelles et de loisir, aquaculture, extraction, industrie agro-alimentaire, récolte des algues).
- la performance économique de toutes les filières, capacité d'investissements et d'innovation et de recherche.
- les emplois (attractivité, création, formation,...).
- la responsabilisation des usagers de la mer face aux risques (sécurité maritime, risques naturels et technologiques), aux enjeux de préservation du milieu marin et des ressources marines et de cohabitation entre les différents usages (récréatifs, productifs, ...).

2.1.1.2 Les enjeux propres aux activités et aux usages maritimes

Énergies marines renouvelables

- L'inscription de la définition des zones propices pour les EMR (toute technologie, du site d'essai, aux fermes pilotes puis commerciales) et de la programmation pluriannuelle de l'énergie comme un objectif affirmé de la démarche de planification globale portée par le document stratégique de façade (carte des vocations) ;
- La visibilité pour la filière industrielle et pour les acteurs de la mer afin de faciliter les investissements ;
- Les conditions de cohabitation avec les activités pré-existantes et en particulier celles de la pêche maritime professionnelle ;
- L'adhésion/l'acceptation des acteurs de la mer et notamment des représentants de la pêche professionnelle ;

- L'acquisition et la diffusion des connaissances scientifiques sur les technologies (y compris le stockage de l'énergie produite) et des retours d'expériences (y compris de l'étranger).

Ports

- La transition écologique et énergétique de tous les ports de la façade (pêche, plaisance, commerce) et en particulier celle du grand port maritime Nantes-St-Nazaire, (qualité eaux portuaires, gestion des espaces naturels, navire du futur, filière émergente énergies, innovation, intermodalité/hinterland).
- La coopération inter-portuaire entre, d'une part le GPM de Nantes-Saint-Nazaire, premier port de la grande « façade » Atlantique, les deux grands ports maritimes de la façade Sud Atlantique (Bordeaux et la Rochelle) et l'ensemble des ports de commerce décentralisés de la façade NAMO et d'autre part la coopération entre l'ensemble des places portuaires de la façade.

Industrie navale

- La compétitivité d'une filière innovante sur des navires à forte valeur ajoutée et très technologiques (passagers, défense et plaisance) ;
- Le réseau des compétences locales adaptées à la conception et à la construction des navires du futur ;
- La formation professionnelle dans une logique de gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences à l'échelle du bassin d'emploi pertinent ;
- l'approche coordonnée des investissements pour la réparation navale à l'échelle de la façade (nature des équipements et des infrastructures, coûts, ...) ;
- la transition numérique à tous les niveaux de la filière (recherche et développement, conception, construction et déconstruction).

Nautisme et tourisme

- Le renouvellement du capital humain et la consolidation des compétences professionnelles en valorisant les dispositifs de formation existants sur le territoire
- Éco-conception, éco-construction (remplacement de certains composants bientôt interdits comme le styrène), éco-entretien et éco-déconstruction des navires ;
- La valorisation de cette composante essentielle de l'attractivité touristique de la façade ;
- Le devenir des aménagements portuaires existants (y compris les mouillages) en fonction des besoins et des nouvelles pratiques identifiés par bassin de navigation (économie collaborative),
- L'accessibilité aux pratiques du nautisme pour le grand public et les nouveaux usagers, facteur de sensibilisation à la mer et à ses enjeux (environnement, cohabitation des usages, sécurité en mer, ...).

Pêche maritime de loisir (embarquée et à pied)

- La durabilité des ressources pêchées ;
- L'accès partagé au littoral et à la ressource, et notamment la promotion d'approches concertées avec la pêche professionnelle ;
- La responsabilisation des pêcheurs de loisir vis-à-vis de la préservation du milieu marin et des ressources ;
- La connaissance et la promotion des retombées socio-économiques associées à ce secteur.

Pêches maritimes professionnelles

- Le renouvellement de la flotte de pêche aujourd'hui âgée de plus de 30 ans (navires plus économes en énergie plus sûrs et plus confortables et navires du futur,) ;
- Le renouvellement des hommes (équipages et patrons), l'attractivité des métiers, et la gestion

prévisionnelle des effectifs et des compétences en confortant le dispositif de formation professionnelle maritime dont dispose la façade ;

- La modernisation de la filière aval, et particulièrement du réseau de halles à marée, pour conforter la compétitivité de la filière des produits de la mer de la façade ;
- La performance économique d'une filière pêche en mutation (du poisson au consommateur, avec valorisation complète (co-produits), accès aux financements ;
- Des pratiques plus sélectives vis-à-vis des espèces pêchées et moins impactantes pour le milieu marin ;
- L'adaptabilité de la filière au changement climatique (diversification de l'activité, promotion, exploitation et valorisation de nouvelles espèces) ;
- L'attractivité des emplois de la pêche (en réponse aux difficultés de recrutement) et la formation professionnelle de la sécurité à la conduite d'entreprise) ;
- L'accès aux espaces (zones de pêche, ports, infrastructures terrestres).

Aquacultures

- l'inscription des aquacultures dans un cadre durable en permettant aux entreprises de bénéficier d'un dispositif fiscal leur permettant de constituer un fonds de dotation contre les aléas sanitaires et épidémiologiques qui représentent aujourd'hui la menace la plus importante à la pérennité des entreprises ;
- La diversification des productions aquacoles ;
- Les zones de production et d'expérimentation sur le littoral, le rétro-littoral et le large pour cette activité fragilisée par les pollutions et les conflits d'usages
- La qualité trophique et sanitaire des eaux et la performance et la pérennité des dispositifs de suivi associés (milieu, coquillages).

Extraction des granulats marins

- L'objectivation des besoins de granulats marins (établie dans le cadre des schémas régionaux des carrières) et la définition d'une capacité de production acceptable au niveau de la façade (par le DSF) qui devrait légitimer les prises de décisions des pouvoirs publics sur les projets de concession.
- La sécurité juridique pour répondre aux exigences récentes de concertation et d'évaluation des impacts (propositions de modifications législatives du code minier) en lien avec le code l'environnement).
- La clarification de l'articulation de la politique nationale d'exploitation des ressources minérales avec la stratégie nationale de transition vers l'économie circulaire, telle qu'instaurée par la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.

Défense

- Les zones nécessaires à la conduite opérationnelle, l'entraînement des forces armées et notamment de la marine nationale.

Au sein de la façade NAMO, les activités décrites sont représentées spatialement (cf. cartes n° 2 à 12 de l'annexe).

2.1.2 Les écosystèmes marins et littoraux

Fruits de travaux longuement concertés (12 mois) conduit dans le cadre du cycle 2 du PAMM, associant services et établissements publics de l'État, scientifiques et techniciens autour d'expertises nationales et locales, les enjeux écologiques suivants sont des éléments des écosystèmes marins ou de leur fonctionnement dont le bon état doit être rétabli ou maintenu. En l'état des connaissances actuelles, ces enjeux sont considérés comme prioritaires au regard de leur représentativité à l'échelle de la façade, de leur sensibilité et de leur fonctionnalité. Les enjeux sont (cf. cartes n°13 à 16) :

- Les conditions hydrographiques, les habitats pélagiques et les réseaux trophiques qui regroupent les structures hydrologiques particulières, les zones d'interface terre-mer et les panaches fluviaux, ainsi que les producteurs primaires, secondaires, et les espèces fourrages ;
- Les habitats benthiques et les structures géomorphologiques tels que les habitats biogéniques, les habitats profonds, les habitats rocheux, les habitats sédimentaires, les structures géomorphologiques particulières ;
- Les zones fonctionnelles de dimension «restreinte» pour les espèces marines² benthiques, halieutiques et oiseaux.
- Les espèces très mobiles telles que les grands cétacés plongeurs, les baleines à fanons, les petits cétacés à dents, les tortues marines, les populations de poissons exploitées soumises à la politique commune des pêches, les espèces prioritaires d'élastranchés, les espèces prioritaires d'oiseaux marins, les thonidés et espadons, les espèces fourrages, ainsi que les espèces de fond.
- La qualité des eaux continentales, de transition, côtières et territoriales ainsi que la disponibilité en eau douce pour le bon état du milieu marin (notamment dans le golfe Normand-Breton, en baie de Morlaix et pays des abers, en mer d'Iroise, entre Quiberon et le Croisic, sur l'estuaire de la Loire et les côtes vendéennes).
- L'acquisition et le partage d'un socle commun de connaissances sur le milieu marin et les pressions exercées par les activités et les usages, spécialement au sein de la bande côtière.

Au sein de la façade NAMO, 16 grands espaces à enjeux environnementaux se distinguent (cf. carte n° 17) ; leurs spécificités sont décrites en annexes. Certains enjeux liés aux espèces très mobiles sont transversaux et concernent toute la façade ou seulement une partie.

2. 1.3. Les paysages et le patrimoine culturel

- La qualité paysagère et le capital patrimonial des espaces marins, sous-marins et littoraux qui fondent l'identité et l'attractivité de la façade NAMO ;
- Les sites et les paysages emblématiques de la façade.
- La sensibilisation aux enjeux maritimes et littoraux, comme composante de la culture commune aux habitants de la façade.

Au sein de la façade NAMO, les paysages et le patrimoine sont identifiés dans les cartes n°18 et 19 de l'annexe.

2 comme les frayères, les nourriceries, les secteurs de concentration et de migration des poissons amphihalins, les populations localisées d'invertébrés benthiques protégés et/ou exploités, les populations localement importantes d'élastranchés ; les sites de nidification de limicoles et leurs zones d'alimentation, les colonies d'oiseaux marins et leur zones d'alimentation, les sites d'hivernage pour les oiseaux d'eau, les zones de densité maximale et les zones fonctionnelles identifiées pour les oiseaux marins en période internuptiale ; le domaine vital des groupes sédentaires de grands dauphins, les colonies de phoques et leurs zones d'alimentation ainsi que les zones de densité maximale de marsouin commun.

2. 1.4 Les risques naturels et technologiques

- Une connaissance partagée des aléas et de leurs incertitudes, des enjeux associés aux territoires concernés ;
- La culture du risque chez les élus et les populations littorales permanentes et saisonnières dans un contexte de changement climatique, associant un meilleur retour d'expériences sur les événements vécus.
- La maîtrise et la gestion des urbanisations existantes et futures des territoires à distinguer selon la nature des espaces exposés (littoral et rétro-littoral), leur résilience et les temporalités (durées des mandats électifs, de vie des constructions et des cycles climatiques, ...) ;
- La sécurité des populations et des biens dans les zones soumises aux risques littoraux (zones basses et en érosion, littoral bigouden, littoral de Loire-Atlantique et de Vendée, ...) et plus ponctuellement aux risques technologiques (zones industrielles et portuaires de St-Malo, Brest, Lorient, St-Nazaire, Nantes, les Sables d'Olonne, ...) ;
- La sécurité et la sûreté maritimes dans un contexte de construction de navires de plus en plus grands et plus nombreux et d'un espace marin davantage investi par des pratiquants inexpérimentés de loisir et de plaisance et de nouvelles activités (EMR...) ;
- La qualité sanitaire des eaux de baignade, des produits de la mer consommés (sous l'angle microbiologique et toxinique) ;
- La gestion des risques sanitaires liés aux échouages de certaines macro-algues.

Au sein de la façade NAMO, les enjeux en matière de risque se concentrent sur les zones en érosion et sur les zones basses soumises aux risques de submersion hébergeant des sites SEVESO (cf. carte n° 20).

2. 1.5 La connaissance, la recherche et la formation (cf. cartes n°21 et 22)

- La « maritimisation » des enseignements initiaux et continus, généraux et spécialisés sur le milieu marin et le littoral.
- La formation et la qualification adaptées des personnes aux métiers en mer (scientifiques, EMR, biotechnologies, aquacultures, pêches professionnelles).
- L'acquisition des connaissances et la recherche sur le milieu marin (ressources, fonctionnement des milieux marins sur l'ensemble de la ZEE) et des interactions avec les activités (impacts) afin de faciliter l'évaluation des impacts des projets.
- La diffusion de la connaissance auprès du grand public (vulgarisation) et des réseaux scientifiques internationaux (publications) sur le milieu marin et le littoral.

En résumé, les enjeux sectoriels de la façade se concentrent principalement en mer territoriale, autour du développement des énergies marines renouvelables (EMR), de la situation du Grand Port Maritime de Nantes-Saint-Nazaire et ses relations avec les autres ports de commerce, de la modernisation des filières traditionnelles de l'économie maritime (pêche, aquaculture et granulats marins) et de la qualité des eaux et du milieu marin.

2.2. PROPOSITION D'ESPACES À ENJEUX SECTORIELS PRÉGNANTS AU SEIN DE LA FAÇADE

En croisant les enjeux forts en matière d'environnement, de paysage, d'activités maritimes et littorales, de risques (naturels, technologiques, sécurité maritime), de formation, de recherche-développement, de connaissance et de défense nationale, il est proposé d'identifier 4 espaces (cf. figure n°23 et carte n° 24) :

- un espace incluant **la mer territoriale** (jusqu'au 12 milles) de la baie du Mont-St-Michel à la mer des Pertuis,
- un espace axé sur **le plateau continental**, de la Manche Ouest au golfe de Gascogne,
- un espace axé sur **le talus continental**,
- un espace englobant **la plaine abyssale**.

Ces quatre espaces présentent des contours figurés en pointillé, s'étendant volontairement hors de la ZEE ou du périmètre administratif de la façade NAMO, car les enjeux associés dépassent ces contours, de fait artificiels pour ce type d'analyse.

Une densification du nombre d'enjeux s'observe à l'approche des côtes qui va de pair avec une augmentation des interactions entre les milieux, les activités et les usages.

Ce constat d'une concentration des problématiques dans la mer territoriale, partagé avec les acteurs de longue date, pose la question des échelles et des outils pertinents pour appréhender et gérer cette superposition d'enjeux et de conflits d'usages potentiels, ainsi que les autorités et les instances de concertation et d'arbitrages associés.

Dans un second temps, des sous-ensembles permettant de préciser les enjeux maritimes en connexion avec les enjeux terrestres au niveau de la mer territoriale, seront identifiés avec les acteurs, (sur la base de la carte 25).

Le DSF identifie des enjeux pour la façade qui trouveront leur(s) réponse(s) dans le plan d'action du DSF en étant pilotées dans le respect de la subsidiarité et de la complémentarité des compétences des parties prenantes : soit par l'État à l'échelle de la façade (environnement, EMR, granulats marins, ...) soit par l'État et/ou d'autres parties prenantes à des échelles infra-façades (économie, ports, infrastructures, ...).

L'État étant le seul acteur légitime pour intervenir à toutes les échelles, il demeure le garant de la cohérence des actions, des politiques et des projets et de la complémentarité et de la subsidiarité des solutions à mobiliser.

Sur la plaine abyssale, les enjeux prégnants retenus concernent l'environnement, la défense nationale, la connaissance et la recherche et le développement.

Sur le talus continental, s'ajoutent aux précédents enjeux cités, ceux liés aux activités (pêches maritimes professionnelles, transport, câbles de communication internationale).

Sur le plateau continental, s'ajoutent aux précédents enjeux cités, ceux relatifs aux risques (sécurité maritime liée à la densité du trafic en mer, pêches maritimes professionnelles et transports de marchandises et de passagers « trans-Manche » et internationaux).

Au niveau de la mer territoriale, la totalité des enjeux coexistent à des niveaux d'intensité variable selon les sous-ensembles à préciser avec les acteurs : environnement, paysages, risques (naturels, technologiques, sûreté et sécurité maritimes), connaissance, recherche et développement, formation et défense.

2.3 L'APPROCHE INTÉGRÉE

Au regard des défis mondiaux, des quatre grands objectifs de long terme de la stratégie nationale pour la mer et le littoral³ (SNML) en matière de politique maritime intégrée et d'une analyse croisée des enjeux sectoriels précédemment identifiés, 7 enjeux dits « intégrateurs » se distinguent pour la façade NAMO (cf. carte n° 26) :



Le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux territoriales, très impactés par l'état des eaux continentales, enjeux prégnants et solidaires en NAMO, car ils conditionnent dès à présent et pour les générations futures, les usages de la mer, du littoral et le développement des territoires. Cette reconquête doit s'appuyer sur la mise en place de politiques environnementales coordonnées (PAMM et SDAGE). À cet effet, la préservation des zones humides rétro-littorales et des marais et la qualité et la quantité de l'eau aux exutoires sont un enjeu majeur pour la façade.



Une économie maritime performante, garante d'une exploitation durable des ressources marines⁴ et des espaces⁵ sans dégradation du milieu et sûre pour les populations⁶. Cet enjeu recouvre la qualité, la sécurité et la durabilité des pêches maritimes, des aquacultures et de leurs filières associées⁷. Il s'agit également d'assurer le développement des ports de la façade et le déploiement des énergies marines renouvelables avec la constitution d'une filière industrielle contribuant aux objectifs de la transition énergétique et des filières d'excellence en matière de construction navale et de plaisance, la valorisation des bio-ressources (pharmacopée, aliments, compléments nutritionnels) et d'encadrer l'extraction des granulats marins dans une logique de planification temporelle et spatiale ; Il s'agit aussi d'accompagner les évolutions qui impacteront les ports et les activités associées dans une logique de complémentarité, d'optimisation et de mise en réseau.



La sécurité des biens, des personnes et des activités économiques situées dans les zones basses et/ou soumises à érosion du trait de côte (cultures marines, tourisme, activités industrialo-portuaires). Les zones les plus basses seront directement touchées par l'élévation du niveau de la mer et le risque de submersion. Une gestion intégrée repose sur la recherche de la résilience des territoires à travers la cohérence entre les choix d'urbanisme et d'aménagement durable du territoire, les mesures de prévention des risques et les opérations d'aménagement et de relocalisation (stratégie d'adaptation des territoires, en lien avec les enjeux régionaux identifiés dans la fiche « changement climatique ») ;



La capacité d'accueil du littoral, des espaces maritimes et insulaires et leur accès en faveur de la mixité des populations⁸ et de leurs activités⁹. L'attractivité de ces espaces se renforcera d'ici à 2030. Sur le littoral, il s'agit de corriger les déséquilibres socio-économiques tendanciels des territoires littoraux (tourisme, « silver economy », résidences secondaires et services associés) par des actions volontaristes en matière de politiques foncières, d'urbanisme et de mobilité. Ces actions

3 La transition écologique pour la mer et le littoral, le développement de l'économie bleue, le bon état du milieu marin et la préservation d'un littoral attractif et le rayonnement de la France.

4 halieutique, minérale, énergétique, ...

5 pour le tourisme, l'agriculture

6 pour la santé et pour l'environnement

7 l'agroalimentaire maritime, le mareyage, la conserverie des produits de la mer, l'algoculture, les coproduits issus de l'obligation de débarquement des produits de la pêche...

8 Variation saisonnière, équilibre générationnel entre les moins 19 ans et les plus 65 ans

9 Habitats, activités, transports, services, ...

doivent permettre de développer des activités primaires et secondaires, moins saisonnières dans les communes littorales, de limiter les impacts paysagers, d'assurer une meilleure mixité et une consommation raisonnée de l'espace en veillant à ne pas augmenter la vulnérabilité des territoires dans les zones soumises aux risques littoraux. Ces politiques devront également intégrer les nouvelles pratiques induites par l'économie de la fonctionnalité (en rupture avec le modèle de la possession), notamment en matière de tourisme et d'habitat (nautisme et résidences secondaires). En mer, il s'agit, par une planification de l'espace maritime, de promouvoir la cohabitation des multiples usages dans le temps tout en maintenant l'accès aux ressources, en préservant le milieu marin, la sécurité maritime tout en développant l'économie bleue ;



L'appropriation du fait maritime par la société civile, ambition portée par la stratégie nationale de la mer et du littoral, conditionne la mise en valeur de la mer dans toutes ses dimensions. Elle suppose une capacité durable de mobilisation et de fédération des énergies humaines, économiques et politiques. Elle nécessite un renforcement de la place faite à la mer et à ses enjeux dans tous les enseignements de la maternelle au supérieur, des formations « métiers » aux formations continues (y compris celles des enseignants) ;



La connaissance pour notamment préciser le lien entre les pressions anthropiques (et leurs cumuls) et les impacts directs ou indirects sur les écosystèmes et la compréhension du système terre-mer dans un contexte de changement climatique. Cette connaissance doit être orientée en particulier sur la zone côtière et littorale qui subit les pressions anthropiques les plus fortes et abrite des habitats remarquables, sensibles aux effets conjugués des tendances de long terme et des événements météorologiques. La dynamique du trait de côte et l'érosion côtière sont également des enjeux de connaissance prioritaires en NAMO ;



La recherche et l'innovation pour une valorisation des expertises et des savoir-faire locaux, mobilisables dans les domaines de l'industrie, des matériaux, des EMR, de la pêche, de l'aérospatiale et de la construction navale maritime et fluviale. Les régions Bretagne et Pays de la Loire présentent une densité exceptionnelle de compétences maritimes renforcée par les initiatives des acteurs territoriaux et associatifs.

Ces enjeux intégrateurs servent de socle pour bâtir la vision à concrétiser pour la façade NAMO d'ici à 2030 (texte proposé ci-après). Les objectifs stratégiques (volet 2 du DSF à travailler au 1^{er} semestre 2018) définiront la feuille de route à mettre en œuvre pour atteindre cet état souhaité pour la façade.

3) LA VISION NAMO À 2030 (*proposition établie à partir des échanges en séminaire Etat du 29/09/17*)

En 2030, les femmes et les hommes de la façade NAMO sont parvenus à dépasser l'antagonisme économie/environnement en inventant un modèle de développement qui répond aux défis majeurs que représentent le changement climatique et les transitions écologique et énergétique sur les espaces maritimes, insulaires et littoraux.

L'environnement est reconnu comme un socle et le catalyseur d'une économie bleue, dynamique et durable, source de valeur ajoutée et d'emplois pour les populations littorales. Les acteurs de la façade préservent et valorisent la biodiversité ordinaire, les espèces et les habitats emblématiques et représentatifs, la fonctionnalité des milieux et un réseau de sites et de paysages marqueurs des identités bretonnes et ligériennes.

Le modèle retenu donne la priorité aux énergies marines renouvelables, aux aquacultures et aux pêches durables et à l'exploitation soutenable des ressources marines dans une logique de coexistence voire de synergie, gérée dans le temps et dans l'espace. Il veille à ce que ces activités soient à des niveaux de pression compatibles avec le bon état écologique du milieu marin et la bonne qualité des eaux notamment sur la mer côtière et le rétro-littoral. Il repose sur une recherche-développement très ancrée territorialement, un savoir-faire et des investissements publics et privés «made in NAMO». Une part importante de ces investissements est concentrée sur un réseau de ports diversifiés et complémentaires, à haute performance énergétique et écologique au sein duquel le Grand Port Maritime Nantes-Saint-Nazaire est une référence.

Face à la remontée du niveau marin, les zones basses et les côtes érodées de la façade sont au cœur d'une stratégie territoriale de résilience, impliquant fortement l'État et les collectivités, visant à mettre en sécurité les populations exposées et les activités associées.

Structurée par un réseau de territoires maritimes et littoraux dynamiques et complémentaires, la façade bénéficie des coopérations entre les filières traditionnelles et innovantes, exploitant une situation géographique privilégiée.

Toujours attractive et propice aux activités comme aux loisirs, la façade gère sa capacité d'accueil tout au long de l'année. L'État et les collectivités définissent et mettent en œuvre un aménagement du territoire, économe en espace et en énergie. Intégrées aux paysages locaux, les formes urbaines sont, légères et réversibles sur les zones exposées à la submersion et à l'érosion. Une gestion foncière spécifique à la bande littorale permet la mise en place d'une mixité sociale, d'une agriculture de proximité, respectueuse des équilibres naturels et l'installation d'infrastructures et d'équipements nécessaires aux activités maritimes (aquacultures, pêches, plaisance, biotechnologies...).

Véritables laboratoires d'innovation pour la transition écologique et énergétique en façade, les îles du Ponant sont des vitrines de la réussite NAMO.

La transition numérique participe à la connaissance et à la surveillance fine des écosystèmes, des espèces et des ressources marines de la zone économique exclusive. La communauté scientifique NAMO est très active et influente dans les réseaux nationaux, européens et mondiaux liés à la mer et au littoral.

Ces connaissances, mises à la portée du grand public et des acteurs de la mer, contribuent aux choix éclairés et construits au sein d'instances de gouvernance coordonnées et dédiées à la gestion de la mer et du littoral. La sécurité et la sûreté maritime sont renforcées par des systèmes automatisés et connectés.

En 2030, la façade NAMO est ouverte sur le monde et forte de ses partenariats inter-régionaux et internationaux. L'État et les collectivités territoriales poursuivent leurs investissements dans la formation initiale et continue, la recherche et l'innovation, pour faire de la mer un espace au service de l'épanouissement et du bien-être des populations littorales.